Pierre Péan décrypte "Une version tronquée de l'histoire des Grands Lacs"

@rib News, 11/11/2010Marianne, 6 novembre 2010 - JEAN-DOMINIQUE MERCHETDans "Carnages - Les guerres secrÃ¨tes des grandes puissances en Afrique ", dont nous publions en exclusivitÃ© des extraits, Pierre PÃ©an rÃ©vÃ¨le les guerres secrÃ¨tes que se livrent les puissances occidentales Ã l'ombre des massacres, dans la rÃ©gion des Grands Lacs. Une cynique partie d'Ã©checs d'oÃ¹ les Etats-Unis, aidÃ©s de la Grande-Bretagne et d'IsraÃ«l, Ã©vincent peu Ã peu la France.Peut-on cacher un gÃ©nocide ? La question semble Ã peine croyable, et c'est pourtant celle qui se trouve au cÅ“ur du nouvel ouvrage de Pierre PÃ©an, Carnages - Les guerres secrÃ¨tes des grandes puissances en Afrique . Sur prÃ¨s de 600 pages, le journaliste franÃ§ais revient, avec de nombreuses rÃ©vÃ©lations, sur les " guerres secrÃ¨tes " en Afrique, en particulier dans la rÃ©gion des Grands Lacs. La thÃ¨se qu'il dÃ©fend - et qui ne manquera pas de provoquer de vives polÃ©miques - est qu'Ã la suite du premier gÃ©nocide au Rwanda, en 1994, un second a Ã©tÃ© commis, en 1996-1997, par les victimes de la veille - les Tutsis - Ã l'encontre des Hutus rÃ©fugiÃ©s en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC, ex-ZaÃ¯re). Et que ces massacres, qui ont causÃ© la mort de millions de personnes, se sont dÃ©roulÃ©s avec la bienveillance des Etats-Unis, quand ce n'est pas leur participation directe, comme le montrent les extraits que nous publions.
Une " question irrÃ©solue "Depuis 1994, la France est rÃ©guliÃ¨rement accusÃ©e de complicitÃ© dans le gÃ©nocide du Rwand Pierre PÃ©an avait consacrÃ© en 2005 un premier livre - Noires fureurs, blancs menteurs (Fayard) - Ã la rÃ©futation de cette thÃ¨se. Il renverse aujourd'hui carrÃ©ment la table en accusant les procureurs d'Ãªtre complices de massacres Ã grande Ã©chelle ! L'actualitÃ© sert sa thÃ¨se. PubliÃ© en aoÃ»t 2010, un rapport du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme Ã©voque pour la premiÃ¨re fois de maniÃ¨re officielle, mÃªme si c'est avec les prudences diplomatiques d'usage, la possibilitÃ© qu'un second gÃ©nocide ait bien Ã©tÃ© commis par les troupes du prÃ©sident rwandais Paul KagamÃ© de ses alliÃ©s : " La question de savoir si les nombreux graves actes de violence commis Ã l'encontre des Hutus (rÃ©fugiÃ©s et autres) constituent des crimes de gÃ©nocide demeure irrÃ©solue jusqu'Ã prÃ©sent. " En clair : on ne peut plus l'exclure ! Ce rapport a suscitÃ© la colÃ¨re du Rwanda autant que la gÃªne chez ses alliÃ©s amÃ©ricains. Les soutiens franÃ§ais de Kigali - qui ne veulent connaÃ®tre que les supposÃ©s crimes de l'armÃ©e franÃ§aise et les turpitudes de la politique de FranÃ§ois Mitterrand - sont consternÃ©s.FidÃ¨le IsraÃ«lPierre PÃ©an, lui, jubile. Et cogne encore plus fort, au risque de prendre quelques mauvais coups. L'homme ne fait pas dans la dentelle. On lui doit des enquÃªtes journalistiques qui ont fait date : celle sur le passÃ© vichyste de Mitterrand (Une jeunesse franÃ§aise, Fayard, 1994), sur le journal le Monde (la Face cachÃ©e du Monde, avec notre collaborateur Philippe Cohen, Mille et Une Nuits, 2003) ou plus rÃ©cemment sur Bernard Kouchner (le Monde selon K, Fayard, 2009). Mais la grande passion de ce journaliste, nÃ© en 1938, est l'Afrique, un continent qu'il arpente depuis 1962. Carnages est une somme, celle de " Pierre l'Africain ", comme disent ses amis. Il y raconte le jeu des grandes puissances, Etats-Unis en tÃªte, sur ce continent depuis la Seconde Guerre mondiale. Son propos est centrÃ© sur la rÃ©gion des Grands Lacs : Rwanda, Ouganda, Soudan, RDC... Une rÃ©gion regorgeant de minerais et de querelles ethniques, d'ambitions politiques et de massacres Ã grande Ã©chelle. Des millions de civils - personne ne connaÃ®t le chiffre exact - y sont morts en une quinzaine d'annÃ©es. Ce qui rÃ©volte Pierre PÃ©an, ce sont " les militants qui trient entre les bons et mÃ©chants morts, en usant du tamis de la repentance ", comme si les " maux d'Afrique ne s'expliquaient que par un seul mot : la France ". Cette France qui a Ã©tÃ© mise hors jeu par les AmÃ©ricains, Ã deux reprises, lorsque Jacques Chirac voulut dÃ©clencher une opÃ©ration militaro-humanitaire pour venir en aide aux rÃ©fugiÃ©s (lire pages suivantes). Pierre PÃ©an rÃ©vÃ¨le par exemple comment les hommes de la DGSE infiltrÃ©s au Congo durent Ãªtre rapatriÃ©s illico, sans doute Ã la demande de Bill Clinton.La parution de Noires fureurs, blancs menteurs avait valu de sÃ©rieux ennuis Ã son auteur, tant il remettait en cause le consensus " droits-de-l'hommiste " au sujet du Rwanda. Homme de gauche, " j'Ã©tais devenu pour une fraction de l'Ã©lite franÃ§aise raciste, rÃ©visionniste, nÃ©gationniste et antisÃ©mite ", confie-t-il. Des procÃ¨s lui furent intentÃ©s, en France et en Belgique. SOS Racisme l'accusa d'" incitation Ã la haine raciale ", son prÃ©sident, Dominique Sopo, expliquant qu'" Ã©voquer le sang des Hutus, c'est salir le sang des Tutsis ". DÃ©boutÃ© en appel en novembre 2009, SOS Racisme s'est pourvu en cassation. AuprÃ¨s de ses ennemis, le nouveau livre de PÃ©an ne va pas arranger son cas. Non seulement il s'en prend au " trucage des chiffres des victimes " par le rÃ©gime rwandais, mais il dÃ©crit en dÃ©tail le rÃ´le peu connu de l'Etat d'IsraÃ«l dans cette rÃ©gion. L'Etat hÃ©breu, fidÃ¨le a de KagamÃ© - une alliance qui va au-delÃ des intÃ©rÃªts stratÃ©giques bien rÃ©els des parties en prÃ©sence et repose sur la vision d'une concordance symbolique entre la Shoah et le gÃ©nocide de 1994. Critiquer le Rwanda reviendrait en quelque sorte Ã s'en prendre Ã la Shoah... " J'en vins Ã me demander s'il n'y avait pas un lien entre les attaques dont j'Ã©tais l'objet de la part de l'Union des Ã©tudiants juifs de France, de l'Union des patrons et des professionnels juifs de France et d'intellectuels comme Elie Wiesel, et l'intÃ©rÃªt gÃ©opolitique portÃ© par IsraÃ«l au Rwanda ", s'interroge PÃ©an. L'enquÃªteur ajoute aujourd'hui une nouvelle piÃ¨ce au dossier, en abordant la question du Soudan. Il Ã©tablit un lien entre la volontÃ© de l'Etat d'IsraÃ«l d'affaiblir - en le divisant - le plus grand pays d'Afrique et les campagnes humanitaires, en France comme aux Etats-Unis, sur les massacres au Darfour. VoilÃ qui ne va certainement pas apaiser le dÃ©bat... Mieux vaut donc juger sur piÃ¨ces.JEAN-DOMINIQUE MERCHETCarnages, guerres secrÃ¨tes en Afrique, de Pierre PÃ©an, Fayard. En librairies le 10 novembre.EXTRAITS Une version tronquÃ©e de l'histoire des Grands LacsPlus de 8 millions de morts ? Qui en parle ? Depuis la fin de la guerre froide, la rÃ©gion des Grands Lacs est devenue celle de la mort et du malheur dans une indiffÃ©rence quasi gÃ©nÃ©rale. Avec 2 millions de Rwandais exterminÃ©s en 1994 Ã l'intÃ©rieur du Rwanda (1), plus de 6 millions de morts rwandais et congolais dans l'ex-ZaÃ¯re, des centaines de milliers de Soudanais tuÃ©s, de nombreuses victimes ougandaises, plus de un demi-million de morts angolais, des millions de dÃ©placÃ©s, quatre chefs d'Etat et des centaines de ministres et autres dirigeants assassinÃ©s, des dizaines de milliers de femmes violÃ©es, des pillages Ã©hontÃ©s, cette zone a le triste privilÃ¨ge d'avoir subi plus de dommages que ceux additionnÃ©s de toutes les guerres intervenues de par le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, les mÃ©dias, dans leur trÃ¨s grande majoritÃ©, n'ont parlÃ©, ne parlent et ne pleurent que les centaines de milliers de victimes tutsies du Rwanda, dÃ©noncent les Hutus comme seuls responsables directs de ces boucheries, et les FranÃ§ais, qui les auraient aidÃ©s dans leur horrible besogne, faisant

de FranÃ§ois Mitterrand et d'Edouard Balladur des rÃ©incarnations d'Hitler, et des soldats franÃ§ais, celles de Waffen SS. Une version officielle, affichÃ©e non seulement par Paul KagamÃ©, l'actuel prÃ©sident du Rwanda, mais Ã©galement par le Tribunal pÃ©nal international pour le Rwanda (TPIR), le bras justicier de la communautÃ© internationale, et par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la majoritÃ© des autres pays...Les gardiens de la vÃ©ritÃ© officielleConvaincu par mes enquÃªtes que Paul KagamÃ©, l'actuel chef d'Etat du Rwanda, avait commanditÃ© l'attentat contre l'avion qui transportait son prÃ©dÃ©cesseur - attentat qui dÃ©clencha en avril 1994 le gÃ©nocide des Tutsis et des massacres de Hutus -, quand il Ã©tait attribuÃ© aux extrÃ©mistes hutus, je dÃ©cidai en 2004 de chercher Ã comprendre ce qui s'Ã©tait rÃ©ellement passÃ©. Je dÃ© rapidement l'incroyable dÃ©sinformation qui avait accompagnÃ© la conquÃªte du pouvoir par Paul KagamÃ©, et les moyens mis en oeuvre pour dÃ©courager ceux qui seraient tentÃ©s de s'opposer Ã la doxa. Des moyens qui ressemblent fort Ã des armes de destruction massive : grÃ¢ce Ã une analogie abusive entre le gÃ©nocide des Tutsis et la Shoah, les gardiens de la vÃ©ritÃ© officielle traitent les contrevenants de nÃ©gationnistes, de rÃ©visionnistes, de racistes, voire d'antisÃ©mites.[...] J'ai dÃ©cidÃ© de reprendre mon enquÃªte et de l'Ã©tendre en l'insÃ©rant dans l'histoire de la rÃ©gion des Grands Lacs et de l'Afric centrale, pour comprendre comment et pourquoi avait pu ainsi s'installer une version tronquÃ©e de l'histoire de la tragÃ©die rwandaise. [...] J'ai travaillÃ© Ã mettre au jour les actions - ouvertes et clandestines - des Etats-Unis, depuis les annÃ©es 80, dans la rÃ©gion des Grands Lacs, visant Ã un nouveau partage des zones d'influence sur le continent africain, et le " scandale gÃ©ologique " que constitue le fabuleux sous-sol du ZaÃ¯re, redevenu aujourd'hui Congo et convoitÃ© par tous. [...]Contre-offensive impossibleOfficiellement, Ã partir d'octobre 1996, le ZaÃ¯rois Laurent-DÃ©sirÃ© Kabila a menÃ© une guerre de libÃ©ration en vue de chasser le prÃ©sident corrompu Mobutu Sese Seko. La rÃ©alitÃ© fut bien diffÃ©rente : Laurent DÃ©sirÃ© Kabila n'Ã©tait alors qu'une marionnette de Kigali, de Kampala et de Washington. Une nouvelle boucherie, aprÃ¨s celle du Rwanda, visant cette fois Ã exterminer les seuls Hutus ayant fui le Rwanda, dÃ©clarÃ©s "extrÃ©mistes" par la propagande, se dÃ©roula dans un silence assourdissant des principaux mÃ©dias. Les services secrets franÃ§ais Ã©taient parfaitement au courant que des forces spÃ©ciales amÃ©ricaines, les services secrets et des avions amÃ©ricains renseignaient les soldats rwandais et ougandais dans leur chasse aux Hutus dans l'immense Est congolais. L'exÃ©cutif franÃ§ais s'interrogea alors sur l'opportunitÃ© d'arrÃªter la marche de Kabila et de ses "parrains" sur Kinshasa. La dÃ©sinformation efficace sur le rÃ´le de la France en Afrique en gÃ©nÃ©ral et au Rwanda en particulier rendait dÃ©sormais impossible toute contre-offensive, qui aurait mis face Ã face FranÃ§ais et AmÃ©ricains. Jacques Chirac dÃ©cida in fine de ne pas envoyer de forces spÃ©ciales franÃ§aises Ã Kisangani dÃ©but 1997.(1) Chiffre fourni par le ministÃ¨re de l'IntÃ©rieur rwandais en dÃ©cembre 1994.QUAND L'ARMÃ‰E AMÃ‰RICAINE PARTICIPE Ã€ LA TRAQUE DES HUTUS AU CONGO...Washington porte une lourde responsabilitÃ© dans ce qu'un prÃ©rapport de l'ONU rendu public en aoÃ»t 2010 dÃ©crit comme un probable gÃ©nocide commis en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo en 1996 et 1997. Pourquoi tant de diplomates, tant de militaires et d'agents secrets amÃ©ricains ont-ils Ã©tÃ© mobilisÃ©s pour parler d'une situation que les journalistes ne pouvaient directement apprÃ©hender ? Parce que la grande puissance amÃ©ricaine, celle qui, avec ses satellites, ses Ã©coutes, ses hÃ©licoptÃ¨res et ses avions, aidait ceux qu'on nommait "rebelles", mais qui, en rÃ©alitÃ©, Ã©taie en trÃ¨s grande majoritÃ© des Rwandais ou des Ougandais, Ã localiser les prÃ©tendus "gÃ©nocidaires" pour les liquider. Comment ne pas Ãªtre rÃ©voltÃ© par la passivitÃ©, voire par la bienveillante sollicitude du Haut-Commissariat aux rÃ©fugiÃ©s Comment accepter la propagande officielle de l'Ã©poque, qui voulait que les Hutus n'eussent que ce qu'ils mÃ©ritaient et que les Tutsis exerÃ§assent lÃ un lÃ©gitime droit de revanche ? Alors que, justement, la version officielle de l'histoire, reÃ§ue et acceptÃ©e par la communautÃ© internationale, est fausse ?[...] Les services secrets franÃ§ais - Direction du renseignement militaire (DRM) et Direction gÃ©nÃ©rale de la sÃ©curitÃ© extÃ©rieure (DGSE) - sont trÃ¨s avertis de ce qui se passe aux frontiÃ¨res du Kivu, fin octobre-dÃ©but novembre 1996. Le camp de Kibumba dans la rÃ©gion de Goma est bombardÃ© : quelque 200 000 rÃ©fugiÃ©s partent vers le camp de Mugunga. Le camp de Katale est attaquÃ© Ã l'arme lourde, et Bukavu, la capitale du Sud-Kivu, est pris par les "rebelles". Les camps des alentours sont dÃ©truits, provoquant la fuite de 250 000 personnes Ã travers la forÃªt Ã©quatoriale vers Kisangani... Militaires et services ne se contentent pas des images satellite fournies par les AmÃ©ricains, sur lesquelles on ne voit pas de rÃ©fugiÃ©s ; elles ne donnent Ã rien voir qui corresponde aux informations qui leur remontent du terrain, par de nombreuses sources humaines. DÃ©but novembre 1996, un Breguet Atlantic localise des cohortes de rÃ©fugiÃ©s et rapporte des photos qui montrent deux hÃ©licoptÃ¨res amÃ©ricains, des Black Hawks.Poker menteur entre Paris et WashingtonLes espions franÃ§ais s'interrogent sur le rÃ´le des bÃ©rets verts, les commandos des US Army Special Forces, lors des massacres qui ont suivi la prise de Bukavu, fin octobre 1996. Ils se demandent aussi quelle est l'origine des mitraillages aÃ©riens opÃ©rÃ©s de nuit contre les camps de rÃ©fugiÃ©s : "Cela pose de graves questions quand on sait que parmi les avions amÃ©ricains dÃ©ployÃ©s figurait au moins un 130 Gunship des forces spÃ©ciales, vÃ©ritable canonniÃ¨re volante. Que faisait-il lÃ si, comme le disait alors le commandement amÃ©ricain, il s'agissait seulement de rechercher des rÃ©fugiÃ©s pour Ã©tudier ensuite les moyens de leur porter assistance ?"MalgrÃ© ce questionnement sur le rÃ´le ambigu de Washington, pas plus l'Ã©tat-major que les politiques franÃ§ais n'envisagent une quelconque action sans les AmÃ©ricains ou, Ã plus forte raison, contre eux. Mais la "forte dÃ©gradation de la situation humanitaire" entraÃ®ne les uns et les autres Ã envisager dans les plus brefs dÃ©lais une opÃ©ration militaire multinationale dans le Kivu, tout au moins Ã en Ã©mettre l'idÃ©e. Le Centre opÃ©rationnel interarmÃ©es (COIA) est chargÃ© par l'Ã©tat-major d'en dÃ©finir les contours possibles. Le 5 novembre, une note signÃ©e de Jean-Pierre Kelche, major gÃ©nÃ©ral de l'Ã©tat-major, arrive sur le bureau du ministre de la DÃ©fense, Charles Millon : "L'effet majeur d'une opÃ©ration militaire au Kivu visera Ã stabiliser les rÃ©fugiÃ©s dans une zone dÃ©gagÃ©e de forces constituÃ©es. "Les rÃ©dacteurs estiment indispensable la participation de pays europÃ©ens (France, Espagne, Belgique, Allemagne et Grande-Bretagne), mais soulignent qu'un " commandement centralisÃ© (prÃ©conisÃ©) devrait Ãªtre proposÃ© aux AmÃ©ricains dont la prÃ©sence au sol garantirait la neutralitÃ© rwandaise". "L'action militaire sera limitÃ©e Ã une sÃ©curisation de zones, au profit des organisations humanitaires." Le gÃ©nÃ©ral Kelche envisage un dÃ©ploiement de 1 500 Ã 2 000 hommes.Le lendemain, lors d'un conseil restreint de dÃ©fense, Jacques Chirac accepte les propositions du COIA, et insiste sur l'implication amÃ©ricaine, c'est-Ã -dire que " la France interviendra si les AmÃ©ricains interviennent avec du personnel au sol ". Et, quant

Ã la nationalitÃ© franÃ§aise ou amÃ©ricaine du commandement de l'opÃ©ration, le prÃ©sident n'a pas de prÃ©fÃ©rence. AprÃ fiasco politico-mÃ©diatique, deux ans plus tÃ´t, de l'opÃ©ration " Turquoise ", il n'est pas question pour la France de se lancer seule dans une telle opÃ©ration... ImmÃ©diatement aprÃ¨s ce conseil restreint, diplomates et militaires prennent langue avec les AmÃ©ricains. [...] Les FranÃ§ais s'aperÃ§oivent vite que les AmÃ©ricains, malgrÃ© quelques bonnes paroles, jouent dÃ©jÃ une autre partition. Si le gÃ©nÃ©ral George A. Joulwan promet de mettre Ã disposition des C5 Galaxy pour projeter, si nÃ©cessaire, matÃ©riels et hommes vers le Kivu, les interlocuteurs des FranÃ§ais refusent d'engager leurs troupes sur le terrain. Paris et Washington ont dÃ©jÃ commencÃ© une partie de poker menteur. Alors que, sur le terrain, les acteurs rwandais, ougandais et amÃ©ricains ont parfaitement conscience de mener un combat indirect contre Paris, les contacts entre diplomates et militaires Ã Washington, Paris ou Stuttgart se dÃ©roulent entre gens de bonne compagnie.[...] Le Monde du 8 novembre 1996 rÃ©sume ainsi la situation : " La France a du mal Ã convaincre l'ONU de l'urgence d'une intervention au ZaÃ¯re. " Elle a du mal parce que Washington et ses alliÃ©s africains ne veulent pas que la France revienne dans la rÃ©gion et contrarie leurs plans, mais Paris veut croire qu'il a encore la main. Pour ne pas s'opposer frontalement Ã la France, Washington monte alors une opÃ©ration astucieuse destinÃ©e Ã enterrer le projet sans pour autant se mettre Ã dos l'opinion publique : elle consiste Ã demander au Canada de constituer cette force, d'en rÃ©unir les Ã©lÃ©ments et d'en dÃ©terminer les rÃ¨gles... Commence alors une grande agitation qui n'est qu'un leurre. Politiques et militaires franÃ§ais n'ont pas compris tout de suite que l'opÃ©ration lancÃ©e par le Premier ministre canadien Jean ChrÃ©tien Ã la demande des AmÃ©ricains ne vise qu'Ã enterrer le projet de Chirac et Ã laisser les mains libres aux AmÃ©ricains, ainsi qu'Ã leurs marionnettes rwandaises et ougandaises dans la rÃ©gion des Grands Lacs. Pendant quelques jours, l'Ã©tat-major croit Ã l'acceptation d'un dÃ©ploiement d'une force franco-britannique sous commandement canadien dans la rÃ©gion sud du Kivu. A preuve, une mission de reconnaissance effectuÃ©e par des militaires britanniques, sous le commandement du brigadier gÃ©nÃ©ral Thomson (Royal Marines), avec trois officiers franÃ§ais, dirigÃ©s par le colonel Philippe Tracqui, qui est le numÃ©ro 2 du Centre opÃ©rationnel de l'armÃ©e de terre (Coat). DÃ¨s le dÃ©but, Tracqui et ses deux compagnons ont compris que quelque chose ne collait pas. [...] Le rapport de Tracqui, datÃ© du 21 novembre, lÃ¨ve les derniÃ¨res interrogations sur la place dÃ©sormais accordÃ©e Ã la France dans les Grands Lacs et sur les manoeuvres amÃ©ricaines. " Les AmÃ©ricains sont tout Ã fait opposÃ©s Ã une action militaire au Sud-Kivu ", Ã©crit Tracqui. [...]Thomson a donnÃ© Ã Trac un mÃ©morandum du gÃ©nÃ©ral Smith, rÃ©digÃ© le 16 novembre Ã Entebbe, qui dÃ©voile la position amÃ©ricaine. " Depuis quatre heures, la situation s'est arrangÃ©e, tout va bien Ã Goma, et la nature des besoins humanitaires s'en trouve changÃ©e. Bien qu'il ne soit pas encore possible d'apprÃ©cier exactement le nombre total des rÃ©fugiÃ©s qui vont rentrer ou ceux qui auraient l'intention de le faire dans les prochains jours, il est clair qu'il n'existe plus en ce moment de crise humanitaire justifiant une action militaire d'urgence ", Ã©crit le gÃ©nÃ©ral amÃ©ricain qui ne rÃ©clame donc aucun moyen supplÃ©mentaire. [...] Le soir de ce 16 novembre 1996, Ã Entebbe, le gÃ©nÃ©ral amÃ©ricain Smith dirige une rÃ©union de planification Ã laquelle participe le lieutenant-colonel Pouly, de la Direction du renseignement militaire franÃ§aise. Pouly [...] sait que la situation dÃ©crite par l'AmÃ©ricain est fausse. Il ose prendre la parole aprÃ¨s le gÃ©nÃ©ral amÃ©ricain et lui fait remarquer que son apprÃ©ciation de la situation ne fait aucun cas des 700 000 rÃ©fugiÃ©s et 300 000 dÃ©placÃ©s du Sud-Kivu.Le numÃ©ro 2 du Coat rapporte toutes les informations fournies par Pouly, le meilleur spÃ©cialiste militaire franÃ§ais de la rÃ©gion des Grands Lacs. Pouly est convaincu que " les AmÃ©ricains prÃ©sents dans la rÃ©gion des Grands Lacs, qu'il s'agisse des diplomates de Kigali ou des militaires isolÃ©s Ã Entebbe, ne souhaitent aucune prÃ©sence dans la rÃ©gion ". Il a notÃ© " l'existence Ã Kigali d'une importante mission militaire de coopÃ©ration amÃ©ricaine qui a comptÃ© jusqu'Ã 50 personnels. Elle s'occupe de la formation militaire de l'APR [l'ArmÃ©e patriotique rwandaise], fait de l'instruction de dÃ©minage, de la formation Ã l'action psychologique avec des spÃ©cialistes appartenant au 4e bataillon de Fort Bragg, notamment pour ce qui concerne les opÃ©rations de propagande liÃ©e Ã l'organisation des retours ". L'espion franÃ§ais a appris que " les Ã©quipes psyops amÃ©ricaines, chargÃ©es des opÃ©rations psychologiques, c'est-Ã -dire d'influencer l'opinion sont en place et opÃ¨rent Ã partir de Kigali, depuis trois mois ".L'initiative de la France pour venir en aide aux rÃ©fugiÃ©s rwandais a Ã©tÃ© brisÃ©e dans l'oeuf, au grand soulagement des Etats-Unis, du Rwanda et de l'Ouganda. DÃ©crÃ©dibilisÃ©e l'action de tous les psyops rwandais et amÃ©ricains relayÃ©s par les porte-voix occidentaux du Front patriotique rwandais, le parti du prÃ©sident KagamÃ©, et par la plupart des mÃ©dias, y compris par de nombreuses bonnes Ã¢mes franÃ§aises, la France n'a rien pu faire pour stopper les massacres de masse organisÃ©s de Hutus. Les massacres vont donc pouvoir se poursuivre, aprÃ¨s l'enterrement sans fleurs ni couronnes de la force multinationale.Quelques notes subtilisÃ©es aux services secrets ougandais et rwandais montrent mÃªme un engagement amÃ©ricain et britannique beaucoup plus accentuÃ©. Les moyens qui ont Ã©tÃ© mis en oeuvre sont Ã©normes. Un rÃ©seau ultramoderne de satellites espions (intelligence communication network), couvrant la zone de Kigali Ã Brazzaville pour recueillir, contrÃ´ler et neutraliser toutes les informations en langues franÃ§aise et locales, a bien Ã©tÃ© dÃ©ployÃ© pour le compte des AmÃ©ricains, des Britanniques et des Ougandais.Pas d'objection Ã l'" anÃ©antissement "Selon les documents ougandais et rwandais, des avions amÃ©ricains seront spÃ©cialement affectÃ©s Ã la traque des Hutus qui se cachent dans les forÃªts (Report 678 ref 567/JL/RW/UG) : " Il a Ã©tÃ© conclu que les forces aÃ©riennes amÃ©ricaines enverront 3 P-3 Orion Propeller Planes Ã Entebbe. Ils opÃ©reront pendant la journÃ©e d'Entebbe au ZaÃ¯re, Ã la recherche des Hutus qui se cachent dans les forÃªts. Les avions seront Ã©quipÃ©s de trois Ã©quipements [il s'agit en rÃ©alitÃ© de trois spÃ©cialistes chargÃ©s de contrÃ´ler une cinquantaine d'ordinateurs] destinÃ©s Ã traquer les mouvements des gens sur le terrain. " ConcoctÃ©s par Paul KagamÃ©, les plans d'attaque et de dÃ©mantÃ¨lement des camps de rÃ©fugiÃ©s hutus dans l'ex-ZaÃ¯re sont prÃ©sentÃ©s aux AmÃ©ricains approbation, comme le montre une note (Plan 67 ref 67/JL/RW/ZR) : " Les plans visant Ã attaquer les Hutus dans l'est du ZaÃ¯re ont Ã©tÃ© finalisÃ©s. Octobre et novembre 1996 sont les meilleurs mois pour l'opÃ©ration. L'ONU sera engagÃ©e dans processus de fournir les prochaines livraisons de vivres et nous saboterons ce processus. " Une rÃ©union entre services ougandais et rwandais (Crisis 80/L ref 78/RW. Doc) dÃ©finit le modus operandi d'une action dans laquelle 30 soldats rwandais vont monter une attaque dÃ©guisÃ©s en miliciens hutus : " Il y a besoin de liquider les Hutus Interahamwe [miliciens impliquÃ©s dans le gÃ©nocide de 1994] dans l'est du ZaÃ¯re. Nous avons pÃ©nÃ©trÃ© les camps de rÃ©fugiÃ©s de

et Kahindo. Nous allons aider le Rwanda Ã exÃ©cuter l'opÃ©ration afin de forcer l'ONU Ã fermer les deux camps. OpÃ©ration 30 soldats de l'APR vont dÃ©clencher une attaque contre les autochtones zaÃ¯rois en se faisant passer pour Interahamwe. On procÃ©dera Ã la destruction de leurs propriÃ©tÃ©s. Une attaque similaire avec armes Ã feu sera mise en oeuvre aux heures de nuit au Rwanda. Le gouvernement du Rwanda devra alors se plaindre auprÃ¨s de l'ONU. Si l'ONU est lente Ã rÃ©agir, une opÃ©ration sans annonce prÃ©alable se perpÃ©trera alors et anÃ©antira toutes les milices hutues se trouvant dan ces camps. L'opÃ©ration d'anÃ©antissement est approuvÃ©e sans aucune objection. "Les dates d'un conflit1994, premier gÃ©nocide.Le 6 avril, l'assassinat du prÃ©sident du Rwanda, JuvÃ©nal Habyarimana, met le feu aux poudres. DÃ©clenchemen du gÃ©nocide contre la minoritÃ© tutsie et les Hutus modÃ©rÃ©s (800 000 morts). Venu de l'Ouganda, le Front patriotique rwandais (FPR) de Paul KagamÃ© (Tutsi) conquiert le pays et le pouvoir. Devant l'Ã©chec de la communautÃ© internationale, la France dÃ©clenche l'opÃ©ration " Turquoise ". Des centaines de milliers de Hutus - dont certains responsables du gÃ©nocide - fuient le pays vers le ZaÃ¯re, oÃ¹ ils s'entassent dans des camps.1996-1997, second gÃ©nocide.La guerre se dÃ©place dans l'est du ZaÃ¯re. Avec le soutien du Rwanda et de l'Ouganda, des ZaÃ¯rois menÃ©s par Laurent-DÃ©sirÃ© Kab renversent le prÃ©sident Mobutu. Le ZaÃ¯re devient la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC). Des massacres de grande ampleur - le second gÃ©nocide aujourd'hui Ã©voquÃ© - sont commis Ã l'encontre des rÃ©fugiÃ©s hutus. Les AmÃ©ric empÃªchent, Ã deux reprises, une intervention franÃ§aise pour y mettre fin. La guerre va se poursuivre en RDC jusqu'en 2002. Elle aurait fait plusieurs millions de morts.